




**Centre National de la Recherche Scientifique**  
Délégation Provence et Corse  
31 chemin Joseph Aiguier  
13 402 Marseille Cedex 09

## Transformation des ateliers de mécanique du laboratoire CINaM en une plateforme d'expérimentation sur le site de Luminy



	<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES</b>  <b>Lot n° 01 – DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE</b>		Chargés d'affaires : <b>A. PEPIOT L. POUJOL</b>
			Réalisé par : <b>AP/LP</b>
<b>PHASE</b>	<b>DOCUMENT</b>	<b>DATE</b>	<b>INDICE</b>
<b>DCE</b>	<b>C.C.T.P.</b>	Janvier 2024	-

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU CCTP .....	3
1.2	PRESENTATION DE L'OPERATION .....	3
<b>2</b>	<b>PRESCRIPTIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
2.1	TEXTES REGLEMENTAIRES .....	3
<b>3</b>	<b>DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMIANTEGE.....</b>	<b>3</b>
3.1	PREAMBULE.....	3
3.2	PLAN DE RETRAIT.....	5
3.3	DOCUMENTS RELATIFS A L'ELIMINATION DES DECHETS CONTENANT DE L'AMIANTE...	5
3.4	MATERIEL ET EQUIPEMENTS.....	6
3.5	FORMATION DES TRAVAILLEURS.....	6
3.6	INSTALLATION DE CHANTIER.....	6
3.7	TRAVAUX PREPARATOIRES AU RETRAIT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE .....	7
3.8	RETRAIT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET MISE A NU DES SUPPORTS .....	7
3.9	CONTROLES .....	7
3.10	CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE DES DECHETS.....	8
3.11	IDENTIFICATION DES COLIS.....	8
3.12	MANUTENTION DES DECHETS.....	8
3.13	NETTOYAGE APRES TRAITEMENT .....	8
3.14	EVACUATION DES DECHETS .....	8
3.15	ELIMINATION DES DECHETS.....	9
3.16	RESTITUTIONS DES LOCAUX.....	9
3.16.1	PREMIERE RESTITUTION .....	9
3.16.2	DEUXIEME RESTITUTION .....	9
3.17	FERMETURE PROVISOIRE DES LOCAUX.....	10
3.18	CARROTAGE .....	10
3.19	RAPPORT FINAL D'INTERVENTION .....	10
<b>4</b>	<b>DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEPLOMBAGE .....</b>	<b>11</b>
4.1	RESPECT DES REGLMENTATIONS.....	11
4.2	DIAGNOSTIC DES MATERIAUX A BASE DE PLOMB .....	11
4.3	RETRAIT DE MATERIAUX CONTENANT DU PLOMB .....	12
4.4	GESTION DES DECHETS .....	12

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

## 1 GENERALITES

### 1.1 OBJET DU CCTP

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour but de définir toutes les prestations et fournitures à mettre en œuvre pour la réalisation et le parfait achèvement des travaux de transformation des ateliers de mécanique du laboratoire CINaM en une plateforme d'expérimentation sur le site de Luminy à Marseille (13009).

### 1.2 PRESENTATION DE L'OPERATION

Voir CCTP 00 – GENERALITEES

## 2 PRESCRIPTIONS GENERALES

### 2.1 TEXTES REGLEMENTAIRES

- Articles R. 44 12-94 et suivants du Code du Travail : Protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante
- Code de la Santé Publique
- Décret N° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante
- Décret N° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

## 3 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMIANTEGE

### 3.1 PREAMBULE

Le présent chapitre a pour objet de définir les travaux nécessaires au retrait et à l'élimination des matériaux contenant de l'amiante présents dans les différentes zones de travaux concernées par le projet.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant, le titulaire du présent lot doit obligatoirement être certifiée par un organisme accrédité (COFRAC ou organisme équivalent signataire de l'accord européen multilatéral établi dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation).

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTAGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

Un rapport de diagnostic amiante « Avant travaux », établi par Nice Diagnostic en date du 20/07/2023 – Rapport Réf. Référence 23/NICEDIAGNOSTIC/0231 est joint au présent dossier de consultation, et précise les natures et localisations des constituants amiantés existants :

#### Au RDC :

- Panneau amianté ;
- Tresse amiantée ;
- Peinture de sol amiantée ;
- Joint de mastic de vitrage amianté y compris menuiserie ;
- Enduit de plafond du bureau atelier.

#### Au R+1 :

- Enduits de plafond du grand hall et de la circulation.





Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANPAGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

Les bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante devront obligatoirement accompagner chaque unité de transport des déchets, par type de déchet, et indiquer les numéros de scellés. Ils seront signés par tous les intervenants : Maître d'Ouvrage, entreprise de désamiantage, transporteur, éliminateur final. Une copie de ces bordereaux de suivi sera retournée, dans un délai de 30 jours maximum par le centre d'élimination au Maître d'Ouvrage ainsi qu'à l'entreprise. Un modèle type de bordereau est joint en annexe de l'arrêté du 16 février 2006 du ministère chargé de l'environnement. Lors de la signature des bordereaux de suivi des déchets amiantés, le Maître d'Ouvrage devra être en possession d'une copie de la fiche d'identification du déchet et d'une copie du certificat d'acceptation préalable.

### 3.4 MATERIEL ET EQUIPEMENTS

Le choix des matériels et équipements dépend des pratiques de chaque entreprise, ils seront choisis en fonction de leurs caractéristiques techniques et de leur capacité à être facilement décontaminés : tous les matériels électriques devront être IP 65 ou IP 66 pour être décontaminés à l'eau.

Avant leur introduction dans une zone pouvant être polluée, les matériels seront préparés afin d'éviter leur contamination et faciliter leur nettoyage en fin de chantier.

Les ouvriers seront tous équipés de protections individuelles et collectives conformes à la législation (masques respiratoires, gants, combinaison, etc...).

Conformément à l'arrêté du 7 mars 2013, l'employeur s'assurera que :

- Les appareils de protection respiratoire (APR) sont adaptés aux conditions de l'opération ainsi qu'à la morphologie des travailleurs, notamment en réalisant un essai d'ajustement
- Les travailleurs sont formés aux règles d'utilisation et d'entretien des APR
- Les conditions de nettoyage, de rangement, d'entretien et de maintenance des APR sont conformes à la réglementation en vigueur et aux instructions du fabricant

Le choix des équipements de protection individuelle s'effectuera dans le respect des exigences réglementaires du décret N°2013-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante et à l'article 3 de l'arrêté du 7 mars 2013 selon le niveau d'empoussièrement.

Après chaque utilisation, les consommables seront traités comme des déchets au sens des articles R. 4412-121 à R. 4412-123.

La vérification, l'entretien et la maintenance des appareils de protection respiratoire sera réalisée conformément à l'article 5 de l'arrêté du 7 mars 2013.

### 3.5 FORMATION DES TRAVAILLEURS

Quelle que soit la technique mise en œuvre, les salariés devront avoir reçu préalablement une formation adaptée à son utilisation tant sur la technique que sur la connaissance des risques, conformément à l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

L'entreprise respectera, en outre :

- L'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- L'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

### 3.6 INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur doit les installations de chantier qui lui sont nécessaires pour la réalisation des travaux et qui lui seront propres.

Tout sera mis en œuvre pour éviter toute interférence avec les activités des autres entreprises.

Les installations de chantier comprendront notamment les locaux d'accueil et d'hygiène, les éventuelles zones de stockage temporaire des déchets (bennes cadenassées), organisées selon la classification des déchets.

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour en garantir la protection et la restitution sans pollution et pour en interdire l'accès à d'autres personnes.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

### 3.7 TRAVAUX PREPARATOIRES AU RETRAIT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les travaux préparatoires au retrait des matériaux contenant de l'amiante sont dûs par l'entrepreneur, ils consisteront à :

- Réaliser une installation de décontamination du personnel qui constituera le seul accès et le passage obligatoire du personnel à la zone confinée. Elle comprendra 3 ou 5 compartiments en fonction de l'évaluation du risque avec une douche dans le deuxième compartiment,
- Mettre en œuvre les moyens pour éviter d'exposer, pendant les travaux, toutes personnes affectées ou non aux travaux,
- Délimiter et signaler les zones dans lesquelles les mesures de protections collectives et individuelles sont à mettre en œuvre,
- Isoler les zones d'intervention en créant une séparation physique résistante entre les lieux où se déroulent les travaux de retrait des matériaux contenant de l'amiante et les zones avoisinantes, et en mettant en œuvre des extracteurs d'air munis de filtres à haute efficacité (99,99 %) avec rejet extérieur d'air destinés à assainir la zone de travaux et à assurer un renouvellement homogène d'air suivant réglementation,
- Calfeutrer toutes les entrées d'air afin de rendre les zones de travail les plus étanches possibles,
- Eviter de contaminer les équipements et surfaces pendant la phase de traitement,
- Confiner de manière à permettre une décontamination facile en fin d'opération, maintenir un flux permanent d'air neuf de l'extérieur vers l'intérieur des zones de travail et éviter la contamination de l'extérieur par les fibres d'amiante,
- Mettre la zone en dépression,
- Faciliter le nettoyage après traitement.

### 3.8 RETRAIT DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET MISE A NU DES SUPPORTS

L'entreprise qui devra réaliser cette opération prendra toutes les dispositions pour :

- Effectuer les travaux de dépose des matériaux contenant de l'amiante dans des conditions assurant la protection des ouvriers effectuant les travaux et en limitant leur exposition aux fibres d'amiante pendant les opérations de retrait, de brossage et de nettoyage,
- Réduire au niveau le plus faible possible l'émission de fibres dans l'environnement du chantier lors de ces manipulations,
- Faciliter la gestion, l'enlèvement des débris et l'élimination des matériaux contenant de l'amiante en fonction de la nature et de la géométrie des supports,
- Réduire à un niveau acceptable la charge physique des salariés, compte-tenu de la pénibilité et des contraintes de chantier

Les techniques de retrait seront choisies par le titulaire en fonction :

- de la nature des travaux prévus au projet,
- de la nature des matériaux amiantés,
- et des supports.

Il pourra être proposé la réalisation d'une partie des travaux en sous-section IV (travaux préparatoires à la mise en œuvre de linteaux par exemple) et une autre partie des travaux en sous-section III (toutes démolitions).

Le titulaire devra détailler sa méthodologie prévisionnelle d'intervention dans son mémoire technique.

**Localisation** : Voir rapport diagnostic avant travaux.

### 3.9 CONTROLES

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEMENT – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

L'entreprise titulaire du lot devra, en fonction du rapport de diagnostic avant travaux et de ses propres observations sur place, établir et mettre en œuvre un programme définissant les emplacements, la fréquence, le type et les objectifs de résultat des contrôles qu'elle effectuera pendant les travaux. Ce programme précisera les fonctions des personnes chargées de ces contrôles et les coordonnées du laboratoire mandaté pour leur exécution.

### 3.10 CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE DES DECHETS

L'entreprise titulaire du lot qui effectue le retrait des matériaux contenant de l'amiante doit toutes les mesures pour conditionner et évacuer de chaque zone de travail les déchets au fur et à mesure de leur production.

Les déchets seront conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par les cahiers des charges des centres d'élimination des déchets amiantés.

Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets du chantier.

Les conditionnements devront posséder les caractéristiques propres à éviter toute dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et à permettre leur manutention à toutes les étapes de la chaîne d'élimination.

### 3.11 IDENTIFICATION DES COLIS

Sur chaque conditionnement unitaire de déchets contenant de l'amiante, il sera apposé une étiquette conforme au modèle donné par le décret n°88-466 du 28 avril 1988 ainsi qu'une étiquette de transport « classe 9 » sur deux faces opposées de l'emballage, visibles lors de l'ouverture du conteneur ou du véhicule.

### 3.12 MANUTENTION DES DECHETS

Les conditions de manutention des déchets emballés doivent être prévues et organisées de manière à réduire les risques lors de leur manipulation aux différents stades de la filière d'élimination et en particulier ceux liés : à la manutention et à la libération de fibres d'amiante due à une déchirure d'emballage.

Des moyens d'aide à la manutention, tels que chariots manuels ou motorisés, conteneurs à roues, etc... ainsi que des systèmes de levage adaptés seront utilisés. **Le déchargement par bennage est interdit.**

### 3.13 NETTOYAGE APRES TRAITEMENT

Lorsque la totalité des travaux de retrait sont réalisés et que les déchets sont évacués, l'entreprise devra un nettoyage soigné des zones de travaux comportant :

- Aspiration de la totalité des surfaces des zones de travaux, des matériels et équipements utilisés à l'aide d'aspirateurs munis de filtres à très haute efficacité (99,99%) et d'embouts d'aspiration adaptés au nettoyage des diverses surfaces
- Contrôle visuel afin de vérifier l'absence de résidus sur toutes les surfaces, en particulier dans les endroits difficiles d'accès au nettoyage (angles, etc...)
- Pulvérisation d'un produit fixateur « surfactant » sur les éventuels films en matière plastique de protection des surfaces et équipements (avant leur dépose) afin d'éviter la remise en suspension de fibres résiduelles. Cette pulvérisation ne doit pas être effectuée avant le contrôle final sur les parois déjà traitées.

### 3.14 EVACUATION DES DECHETS

L'évacuation des déchets vers le centre d'élimination incombe au titulaire du présent lot.

L'entreprise fera appel, à ses frais, à un transporteur spécialisé habilité (justificatifs des autorisations à fournir au Maître d'Ouvrage) à procéder au transport des déchets amiantés jusqu'au centre de traitement agréé.



Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEMENT – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

En aucun cas, l'entreprise ne pourra effectuer cette évacuation par ses propres moyens.

### 3.15 ELIMINATION DES DECHETS

L'entrepreneur devra, à ses frais, faire procéder dans un centre agréé spécialisé, à l'élimination des déchets.

Les certificats d'élimination des déchets devront obligatoirement être fournis.

### 3.16 RESTITUTIONS DES LOCAUX

Conformément au décret N° 2011-629 du 3 juin 2011, article R 1334-29-3 III, l'entreprise procédera aux deux restitutions réglementaires.

#### 3.16.1 Première restitution

Après nettoyage complet des zones calfeutrées et évacuation de tous les matériels présents à l'exception des extracteurs et des tunnels d'accès, l'entreprise ayant réalisé les travaux de retrait fera réaliser, dans chaque zone concernée et pendant que la zone est maintenue en dépression, après une période de repose de 12 heures, en atmosphère sèche, des mesures de la concentration en fibres dans l'air.

Conformément à l'arrêté du 14 août 2012, ces mesures devront obligatoirement être réalisées par un organisme accrédité par le COFRAC ou par tout autre organisme d'accréditation équivalent signataire de l'accord européen multilatéral établi dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation.

Le mesurage du niveau d'empoussièrement des processus comprendra successivement :

- l'établissement de la stratégie d'échantillonnage ;
- la réalisation de prélèvements ;
- l'analyse des échantillons prélevés
- l'établissement du rapport des résultats du mesurage.

Les prélèvements seront réalisés conformément à la norme AFNOR XP X 43-269 d'avril 2012 relative au « Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META – Comptage par MOCP »

L'analyse des prélèvements sera réalisée en microscopie électronique à transmission analytique (META) suivant la norme Afnor NF X 43-05 de janvier 1996 : « Qualité de l'air. Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission. Méthode indirecte ».

Les fibres à prendre en compte sont suivant l'arrêté du 4 mai 2007 les fibres :

- de longueur supérieure à 5 microns
- de largeur inférieure à 3 microns
- de rapport longueur sur largeur supérieur à 3

Les résultats ne devront pas excéder les concentrations fixées par le code de la santé publique à la date de réalisation des travaux.

L'arrêt du maintien en dépression des zones calfeutrées ne pourra survenir que si la totalité des résultats des prélèvements effectués sont conformes aux objectifs réglementaires.

L'entreprise procédera alors au repli du chantier de désamiantage.

Les résultats seront groupés en un seul rapport d'essai dont une copie sera remise au Maître d'Ouvrage dans le rapport final d'intervention (voir § suivant).

Après réception de tous les résultats d'analyses par l'entreprise mandataire, et après vérification de leur conformité, les matériels utilisés pour la réalisation du chantier seront évacués et le dispositif de confinement sera démantelé.

#### 3.16.2 Deuxième restitution

Après la fin des travaux de retrait et la dépose du dispositif de confinement, l'entreprise fera réaliser, dans chaque zone concernée, une seconde série de mesure du niveau d'empoussièrement amiante.

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

Lorsque les résultats des mesures de cette deuxième restitution sont corrects, les locaux seront rendus à leurs occupants.

### 3.17 FERMETURE PROVISoire DES LOCAUX

Pour les menuiseries, une fois le mastic déposé, l'entreprise prévoira la fermeture provisoire des menuiseries par CTBH et chevonnages.

### 3.18 CARROTAGE

Réalisation de carottage pour les lots techniques en sous-section 4 dans les murs et plafond contenant de l'amiante suivant protocole préalablement établi et conforme en tout point à la réglementation.

### 3.19 RAPPORT FINAL D'INTERVENTION

A l'issue des travaux de désamiantage, l'entreprise devra établir son rapport final d'intervention et mettre à jour le DTA de l'établissement. Le rapport final d'intervention sera remis dans les conditions fixées au CCAP.

Ce rapport comprendra, a minima :

- Le Plan de Retrait
- Le Plan de repérage des zones désamiantées
- Le journal de chantier
- Le recueil des PV et analyses
- Les certificats d'acceptation préalables
- Les bordereaux de suivi des déchets contenant de l'amiante
- Les certificats d'élimination des déchets
- Le PV de réception et les levées de réserves

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEMENT – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

## 4 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEPLOMBAGE

### 4.1 RESPECT DES REGLEMENTATIONS

Le présent lot prendra connaissance du respect de l'ensemble des réglementations en vigueur, et notamment :

- Code de la santé publique : articles L.1334-1 à L.1334-12 et articles R.1334-1 à R.1334-13 (lutte contre la présence de plomb)
- Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique articles 72 à 78 modifiant le Code de la santé publique
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du Code de la santé publique
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Code de la construction et de l'habitation : articles L.271-4 à L.271-6 (dossier de diagnostic technique) et articles R.271-1 à R.271-4 (conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique)
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le Code de la construction et de l'habitation et le Code de la santé publique
- Code du travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb
- Code du travail : articles L.233-5-1, R.231-51 à R.231-54, R.231-56 et suivants, R.231-58 et suivants, R.233-1, R.233-42 et suivants
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les régies particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le Code du travail
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'article L.233-5 1 du Code du travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail)
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le Code du travail
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le Code du travail et le Code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (équipements de travail)
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (articles R.231-51 à R.231-54 du Code du travail)
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R.237-8 du Code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention

### 4.2 DIAGNOSTIC DES MATERIAUX A BASE DE PLOMB

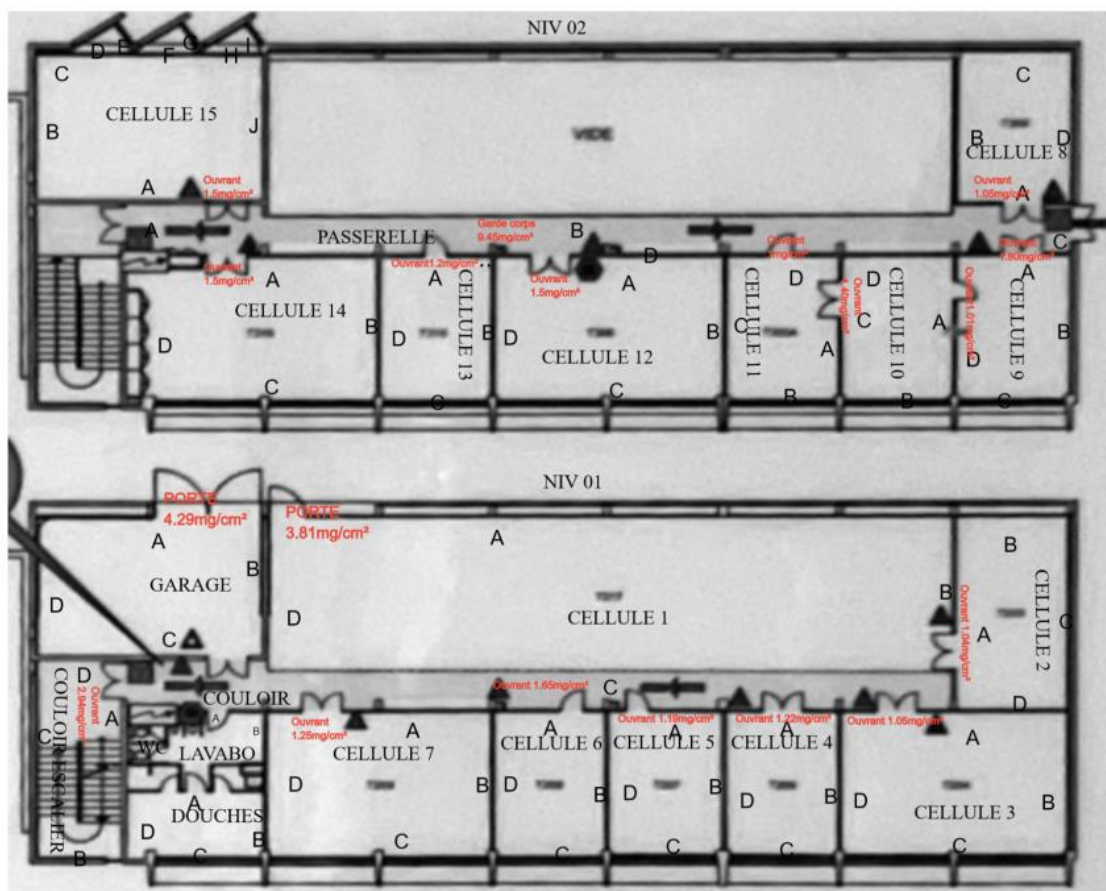
Le Diagnostic Plomb Avant Travaux a été réalisé par la Société Alpes Contrôle :

- Référence : A23B234L/001-1/LABORATOIRE CINAM - CNRS SITE LIMINY/PBAVTD/EHE du 05/07/2023

Affaire n° 1363	TRANSFORMATION DES ATELIERS DE MECANIQUE DU LABORATOIRE CINAM EN UNE PLATEFORME D'EXPERIMENTATION SUR LE SITE DE LUMINY	DCE
CCTP LOT N° 01 – DESAMIANTEGE – DEPLOMBAGE		JAN. 2024

### 4.3 RETRAIT DE MATERIAUX CONTENANT DU PLOMB

Le rapport de repérage du plomb avant travaux réalisé le 04/07/2023 par la société Alpes Contrôles fait apparaître la présence de plomb dans l'ensemble des menuiseries intérieures et au niveau du garde-corps de la passerelle :



Plan de repérage de la présence de plomb

Dans le cadre du projet le titulaire du présent lot prévoit la dépose et l'évacuation de l'ensemble des éléments contenant du plomb dans le périmètre du projet soit :

- 7 portes au RDC.

Le garde-corps n'est pas concerné par cette dépose.

### 4.4 GESTION DES DECHETS

Sur le chantier, les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés.

Les déchets (hors gravats) seront stockés dans des contenants étanches avec un étiquetage indiquant l'origine, avant évacuation. Un bordereau de suivi des déchets plomb sera transmis au Maître d'Ouvrage, au terme de la réalisation des travaux.